

UNIDEN
Consultation CRE sur le projet de fusion de Zones Gaz
Proposition de réponses

Q1. Jugez-vous souhaitable de poursuivre la consolidation des PEGs ?

Non pas seulement souhaitable, ...mais incontournable et urgent, au vu de l'actuelle situation des prix gaz au PEG Sud.

Pensez-vous que le maintien de la structure actuelle des PEGs est une option envisageable ?
Le maintien des 3 PEGs actuels, en y rajoutant simplement des mécanismes contractuels, coûterait très cher et durablement => Ce n'est pas une option envisageable.

Q2. Etes-vous favorable à l'harmonisation des procédures et des systèmes d'information de GRTgaz et TIGF ?

Oui, c'est une mesure de bon sens minimale pour le CT, car :

- il apparaît évident que la Zone TIGF ne pourra pas rester isolée au-delà de 3-4 ans*
- à un moment de crise profonde et où l'Europe s'harmonise via les codes de réseaux, ...on n'a plus les moyens de ne pas faire ce minimum d'efforts pour faciliter la tâche aux usagers*
- cela ne sera pas du temps ni de l'agent perdu (vu le futur conjoint inéluctable).*

Pensez-vous souhaitable que les deux GRT français adhèrent à la plate-forme commune de commercialisation des capacités annoncée récemment ?

Oui (évidemment incontournable pour GRTgaz, et il serait dommage que TIGF ne se prépare pas à ce qui la concernera à très court terme d'une manière ou d'une autre).

Q3. Que pensez-vous des conclusions de l'étude KEMA ?

Globalement pertinentes (même si on pourrait toujours ré-actualiser ses estimations de coûts des mécanismes contractuels –par exemple les flow commitments coûteraient encore plus cher qu'estimé, vu le différentiel actuel Asie-Europe--).

Partagez-vous l'analyse de la CRE ?

Oui, pleinement.

Q4. Dans le contexte actuel, jugez-vous pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur au regard des bénéfices attendus ?

L'investissement à 1800 M€ ne nous semble pas être « LA » solution pour le CT compte-tenu des incertitudes du contexte général. La préférence de l'UNIDEN va pour la « solution mixte » (voir plus loin), qui :

- décongestionne physiquement le réseau (la situation actuelle de la Zone Sud impose d'investir en développement de réseau)*
- est une 1^{ère} étape très intéressante dans le cadre d'un investissement éventuellement plus complet lorsque nous serons en sortie de crise.*

Q5. Quel jugement portez-vous sur la solution proposée par GRTgaz associant investissements et mécanismes contractuels ?

C'est la bonne solution de compromis car, au-delà des éléments mentionnés ci-dessus :

- elle réduit de 75% les congestions physiques N-S*
- elle permet l'étape essentielle qu'est la fusion des PEGs Nord et Sud (leur donnant plus de profondeur et de liquidité, propres à en rapprocher le prix de ceux du TTF et de Zeebrugge)*

- elle limite la hausse moyenne envisageable des tarifs de transport (important en ce moment de crise et de compétitivité insuffisante de l'industrie française, alors que justement les prix gaz sont déjà plus élevés en France (surtout dans le Sud) qu'aux Hubs voisins)
- elle limite la portée financière des mécanismes contractuels (dont le coût est très incertain).

Par contre, l'inconvénient potentiellement grave de cette « solution de compromis » est son délai (on parle de 2017 ou 2018...) . Des mesures compensatoires applicables dès 2013 sont de toutes façons à mettre en place dans l'attente, et il faut imaginer des solutions pour raccourcir ce délai.

Q6. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la création d'un PEG commun GRTgaz Sud - TIGF ?

Oui, pleinement. Cette fusion Sud-TIGF n'apporterait rien au problème actuel de spread Nord-Sud, ...ce qui prouve bien que la fusion des PEGs Nord et Sud est la priorité et qu'elle est urgente.

Q7. Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud ?

Le couplage de marché est un mécanisme day-ahead, mais sans influence sur les forwards (indispensables pour donner de la vision aux consommateurs d'une certaine importance). L'expérience actuelle entre les PEGs Nord et Sud aura été utile mais aura montré ses limites dès qu'une congestion se présente. Or les flux nouvellement triplés (de 1 à 3 TWh/mois) vers l'Espagne n'ont aucune raison de ne pas durer jusqu'à 2016 pour le moins, donc rien ne dit qu'un certain spread anormal ne subsistera pas une fois achevée la maintenance 2012 par GRTgaz sur ses réseaux.

Le PEG commun Nord-Sud est donc indispensable.

Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud et TIGF ou une première étape avant ce PEG commun ?

Ce couplage de marché TIGF-Sud n'apportera rien de très significatif en matière de prix, pour les raisons évoquées ci-dessus. Certes il pourrait avoir des vertus « pédagogiques » pour préparer l'avenir..., mais l'essentiel est absolument de fusionner les PEGs Nord et Sud – ce qui nous semble donc exclure un tel couplage Sud-TIGF.

Dans cette hypothèse, comment traiter la coexistence éventuelle d'un prix nul pour la capacité court terme avec le prix actuel de la capacité ferme réservée à long terme à l'interface GRTgaz Sud-TIGF ?

L'UNIDEN n'exprime pas d'avis sur ce point technique (qui, évidemment, poserait problème).

Q8. Partagez-vous l'analyse comparée de la CRE des différentes options envisageables ?

Oui.

Bien d'accord pour privilégier une solution qui assure la sécurité d'approvisionnement de la Zone Sud, situation dans laquelle nous ne sommes pas du tout actuellement.

Q9. Partagez-vous l'analyse de la CRE ?

Oui

Pensez-vous que le maintien du PEG TIGF soit envisageable à long terme ?

Evidemment non (ne répond déjà pas du tout aux critères de volume et de sourcing préconisés par le Gas Target Model communautaire) .

Pensez-vous que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit une option réalisable à court ou moyen terme ?

Pas réalisable à CT, et peut-être « moyennement souhaitable » (cela pourrait poser problème eu égard aux stockages présents dans TIGF, qui sont stratégiques rien que pour le service public français -- pm l'Espagne dispose actuellement de relativement peu de capacités de stockages de gaz).

Q10. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les options cibles envisageables ? *

Oui -- si ce n'est que l'option 2 ne répond pas du tout au problème majeur actuel de la Zone Sud.

Laquelle des trois cibles a votre préférence ?

Clairement, l'UNIDEN préconise l'option 1, rejette la 2, et admet que l'option 3 pourrait être une solution transitoire dans l'attente de pouvoir concrétiser la n°1 (le plus rapidement possible).

Q11. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'une évolution rapide de la structure du marché ?

OUI !

Pensez-vous nécessaire que les premières évolutions interviennent au plus tard en 2015 ?

OUI

Q12. Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1^{er} avril 2015 ?

Oui pour la création d'un PEG GRTgaz unique, mais non pour la création d'un PEG GRTgaz Sud-TIGF (qui n'apporterait quasiment rien à la problématique actuelle de la Zone Sud).

Laquelle des deux options à votre préférence ?

L'UNIDEN prône d'aller au plus vite vers l'option a) (=PEG unique GRTgaz).

Dans le cas du PEG GRTgaz unique, faudrait-il décider simultanément de la mise en place d'un couplage de marché entre GRTgaz Sud et TIGF ?

Eventuellement, s'il n'y a pas moyen d'annoncer rapidement un « PEG France à terme » -- mais sera d'un faible secours pour la Zone GRTgaz Sud actuelle.

Dans le cas du PEG commun GRTgaz Sud - TIGF, faudrait-il lancer simultanément les études pour le doublement de l'artère de Bourgogne ?

Oui, bien entendu, et rapidement.

Q13. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Au-delà d'une annonce rapide de la fusion à terme au moins des Zones GRTgaz Nord et Sud, il y a nécessité de mettre en place sans attendre des mesures compensatoires transitoires pour améliorer la situation de la Zone Sud (actuellement assez dramatique et devant rester fragile).

Dans ce cadre, une solution ne pourrait-elle pas être de réaliser la fusion de Zones Nord et Sud en 2 temps :

- 1) rattacher dès 2013 au PEG Nord les sites industriels de la Zone Sud (pas le domestique) de manière à sauvegarder l'emploi qui y est menacé (car qui lui donnerait ainsi rapidement accès au prix normal sur la « plateforme France »)*
- 2) fusionner les 2 PEGs Nord et Sud seulement après le doublement de l'artère de Bourgogne, les consommateurs domestiques accédant alors aussi au prix du PEG Nord .*